

APRES LES HOPITAUX ET MATERNITES DE PROXIMITE ,

C'est à l'Etablissement Français du Sang que le gouvernement s'en prend :

10 LABORATOIRES SUR 14 menacés de fermeture,

TOUTE ET TOUS AUX COTES DES SALARIES DE L'ESF

LE 16 Décembre de 11h30 à 15h, rue Jean Rey, Métro Bir-Hakeim

Une loi de Juillet 1998 avait créé un **service public de la transfusion** l'EFS (Etablissement Français du Sang), 8600 salariés actuellement, accompagné du LFB (Laboratoire de Fractionnement et des Biotechnologies) 1700 salariés, chargé de produire les Médicaments Dérivés du Sang (MDS) à partir du plasma « cédé » par l'EFS.

L'organisation de l'EFS repose sur 14 établissements répartis dans toute la France, et 3 dans les DOM.

Au nom de la Réforme Générale des Politiques Publiques(RGPP), le gouvernement dans sa frénésie de remise en cause des services publics a jeté son dévolu sur l'EFS en 2009, « pour faire mieux avec moins cher !!! ». On peut dans ce domaine aller acheter le Plasma au Zaïre au Bangladesh, à la frontière mexicaine, ça coûterait encore moins cher !

Pour ce faire, il fallait changer de Président de l'EFS, afin d'y mettre un serviteur zélé. Ce fut fait en 2009, avec Gérard Tobelem, ex-président de la commission santé du RPR, un pote de Sarkozy nommé avec l'intention et le mandat de casser l'EFS.

Comme pour l'Hôpital et l'AP-HP, le Gouvernement veut faire de l'ESF une entreprise, avec des critères industriels, peu compatibles avec la raison d'être de l'EFS, dont le personnel travaille sur du matériau humain bénévole, les donneurs de sang.

Le coup d'envoi a été donné en Septembre 2010 avec la signature d'un contrat entre le Ministre de la santé, Roselyne Bachelot et l'ESF, pour augmenter « la productivité » (aussi appelée « Efficience ») avec une réduction de 30% du personnel, alors que se durcissent les dispositifs de sécurité sanitaire.

Pour ce faire, une nouvelle carte des laboratoires de QBD (Qualification Biologique des Dons), actuellement attachés à chaque établissement régional voit le jour, qui décide de passer de 14 labos à 4.

Cela a été brutalement annoncé aux représentants du personnel, sans concertation et dans des conditions juridiquement contestables.

Parmi les labos destinés à disparaître, il y a celui de RUNGIS dans le 94 (le 3^{ème} plus important en France), aux côtés de Marseille, Strasbourg, Bordeaux, St Etienne, Besançon, Rennes, Tours, Nancy et Rouen. Il resterait ceux de Montpellier, Annecy (Metz-Tessy), Lille et Angers. Ce sont 240 emplois très qualifiés qui sont ainsi menacés de disparition.



Ses personnels et leurs labos de QBD sont indispensables pour faire les analyses des tubes/échantillons recueillis lors des collectes de sang terminées, après leur regroupement sur les 150 « Sites Fixes » de l'EFS.

Avec ce projet, une fois celui-ci mis en œuvre, tous les tubes/échantillons seront acheminés de toute la France vers ces 4 seuls lieux, avec tous les risques de mettre en péril la continuité sentinelle de la filière du sang dans notre pays.

En effet, cette RGPP associée à l'externalisation de nombreux secteurs de l'ESF, conduit à une diminution des moyens qui fragilise notre système de distribution du sang dans tous les hôpitaux, et donc accroît les risques sanitaires.

De part le volume d'activité généré par cette restructuration, ces quatre labos concentrés seront d'énormes usines. Et s'il survient un incident grave, un quart de la collecte quotidienne nationale sera bloquée. En pareil cas comment transporter dans un court délai la masse des tubes/échantillons à 500 km ou plus ? Comment un ou deux labos restants pourraient absorber le surcroît d'analyses ? puisqu'il n'est pas possible d'utiliser une poche de sang non validée par un labo de QBD. Ceci sans compter les problèmes spécifiques aux « plaquettes », dont la durée de conservation est limitée à cinq jours.

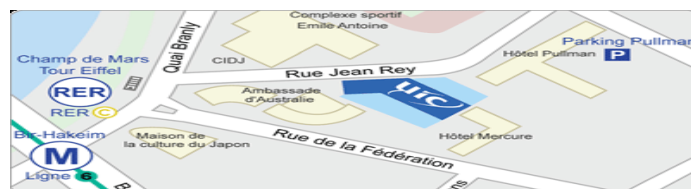
Pour un objectif affiché de 15% d'économies, le Gouvernement prend ainsi le risque d'affecter la sécurité sanitaire de nos hôpitaux, de leurs malades, en démantelant un service public aussi performant internationalement que l'EFS et en jetant 250 salariés hautement qualifiés.

Un risque insupportable, alors que 3,5 milliards d'Euros ont été perdus par le passage à 5,5% de la TVA restauration et que les « niches fiscales » des entreprises totalisent 172 milliards d'Euros.

Comme l'a fait le Département du Val-de-Marne, à l'initiative de son Président Christian Favier, les Communistes d'Ile-de-France appellent aux parlementaires, aux élus régionaux, départementaux et aux Maires pour qu'ils refusent ce plan funeste, et apportent tout leur soutien aux personnels et à leurs organisations syndicales, le 16 décembre prochain, jour de grève, alors que se réunira le CE de l'établissement.

Un million de malades, chaque année en France, bénéficient de transfusions ou de produits sanguins. Solidarité ! Participons au rassemblement !

Jeudi 16 décembre, de 11h30 à 15h, soyons au côté des salariés de l'ESF en grève, pour notre santé et leur emplois, en participant au rassemblement devant l'UICP, rue Jean Rey – Métro Bir-Hakeim – à Paris.



Vous pouvez vous inscrire pour recevoir mensuellement « Globule rouge info »

et être informé des activités et initiatives de la commission Santé/protection sociale du PCF à l'adresse : sante@pcf.fr